

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 Beauvais

Beauvais, le 29/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PACKAGING**

11 TE INDUSTRIELLE  
BP 1  
68320 Kunheim

Références : IC-R/0111/24-AC/SL  
Code AIOT : 0005101540

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD EST implanté BP 110 60130 Saint-Just-en-Chaussée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PACKAGING NORD EST
- BP 110 60130 Saint-Just-en-Chaussée
- Code AIOT : 0005101540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH PACKAGING est spécialisée, sur son site de Saint Just en Chaussée, dans la fabrication du carton ondulé multicouche. Le collage des couvertures et cannelures se fait avec de la colle fabriquée à partir d'amidon. Le carton est ensuite découpé et imprimé sur des machines multicoloreurs.

L'arrêté préfectoral du 10/01/2003 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21/09/2011 et 19/03/2021 réglementent les activités de la société DS SMITH PACKAGING. Un arrêté préfectoral complémentaire du 05/07/2013 régularise la situation administrative du site.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Réserves d'eau incendie | Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1 | Mesures d'urgence, Mise en demeure   | 30 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait d'une maintenance sur les deux réserves d'eau d'incendie du site, la défense incendie est inopérante pendant la durée des travaux. Ce constat amène l'inspection à proposer à Madame la Préfète un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence permettant d'encadrer le retour à la conformité du site.

Ce projet comprend des mesures compensatoires permettant de diminuer le risque d'incendie et de proposer une réponse minimale en cas de départ de feu durant cette période.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réserves d'eau incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre l'incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les Moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.</p> <p>Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum pour le bâtiment principal :</p> <p>[...]</p> <p>- une installation d'extinction automatique dotée de 2 pompes associées à deux réserves de capacité totale 3000 m<sup>3</sup>. Les agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a été informée par le SDIS le 26 mars 2024 d'une maintenance réalisée par l'exploitant sur ses deux bassins servant de réserve incendie à l'intégralité de la défense incendie du site. Le site dispose de deux réserves de 1 400 m<sup>3</sup> et 1 600 m<sup>3</sup>.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que cette maintenance était rendue nécessaire à cause de fuites sur les bassins présents. Ces deux bassins étant reliés, la maintenance doit être réalisée sur les deux équipements en simultané.</p>   |

L'inspection des installations classées n'a pas été informée de cette maintenance. Celle-ci rend la défense incendie du site inopérante pendant toute la durée des travaux.

**Non-conformité : le site ne dispose pas de réserve d'eau fonctionnelle en cas d'incendie.**

Les travaux de maintenance ont commencé le 20 mars 2024 par la société Eiffage. Au jour de la visite, les travaux du premier bassin de 1 400 m<sup>3</sup> sont plus avancés, permettant selon l'exploitant et Eiffage de pouvoir récupérer d'ici une dizaine de jours cette capacité pour l'extinction dans l'attente de la fin des travaux sur le second bassin. La fin du chantier est prévue dans quatre à cinq semaines.

L'exploitant a présenté les mesures compensatoires suivantes pour limiter le risque d'incendie et agir en cas d'incendie :

- mise en place d'une réserve d'incendie de 20 m<sup>3</sup> reliée au sprinklage permettant d'alimenter selon l'exploitant 4 têtes de sprinklage au débit maximal pendant une demi-heure ;
- mise en place de deux réserves d'un volume unitaire de 60 m<sup>3</sup> reliées au système de RIA et de poteaux incendie du site ;
- branchement du système de RIA et de poteaux incendie du site au réseau d'eau communal permettant un débit maximal de 100 m<sup>3</sup>/h selon le SDIS ;
- baisse de 20 % du stock de matières premières, et de 10 % des produits finis ;
- réduction au minimum des travaux par points chauds ;
- renforcement du gardiennage entre le samedi 5 h et le lundi 5 h, période de fermeture du site (hors maintenance le samedi de 5 h à 13 h) afin de réaliser des rondes permanentes ;
- coupure au maximum des énergies le weekend.

**Au vu de ces éléments, il est proposé à la signature de Madame la Préfète un projet d'arrêté préfectoral permettant d'encadrer le retour à la conformité des installations et de prescrire les mesures d'urgence présentées par l'exploitant. Ce projet propose un délai de dix jours pour la mise en place du bassin de 1 400 m<sup>3</sup>, et de vingt jours pour le second bassin. Il est également demandé sous trente jours à l'exploitant de faire réceptionner ces nouveaux bassins par le SDIS.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence, Mise en demeure

**Proposition de délais :** 30 jours